

SYSTEME D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION ADMINISTRATIVES
SICAD

GUIDE DU CITOYEN

CASE RESERVEE AU BUREAU CENTRAL DES RELATIONS AVEC LE CITOYEN

REFERENCE : Arrêté du Ministre de en date du tel que
modifié par l'arrêté en date.....
(JORT N° du)

Organisme : Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques
Domaine de la prestation : Protection et contrôle de la qualité des produits agricoles
Objet de la prestation : Certificat phytosanitaire

CONDITIONS D'OBTENTION

La demande de contrôle phytosanitaire doit être présentée 48 heures avant l'embarquement de la marchandise

PIECES A FOURNIR

- Une demande de contrôle sur un imprimé administratif
- Une copie de la facture définitive avec une liste de colisage et un certificat d'origine
- Une attestation de fumigation par des pesticides gazeux avec bulletin d'analyse d'un lot de semences (selon le cas)

ETAPES DE LA PRESTATION	INTERVENANTS	DELAIS
- Dépôt du dossier - Paiement des redevances du contrôle phytosanitaire - Fixation d'une date avec le transitaire ou le propriétaire de la marchandise - Contrôle de la marchandise - Délivrance d'un certificat phytosanitaire (ou un certificat d'interception en cas de refus de la marchandise)	Le demandeur Le demandeur Les agents de contrôle phytosanitaire Les agents de contrôle phytosanitaire Les agents de contrôle phytosanitaire	 Immédiatement

LIEU DE DEPOT DU DOSSIER

SERVICE : Les services du contrôle phytosanitaire aux points de passage
ADRESSE : Les postes frontaliers (ports, aéroports, points de passage terrestre)

LIEU D'OBTENTION DE LA PRESTATION

SERVICE : Les services du contrôle phytosanitaire aux points de passage
ADRESSE : Les postes frontaliers (ports, aéroports, points de passage terrestre)

DELAIS D'OBTENTION DE LA PRESTATION

Immédiatement

REFERENCES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

-Loi n°92-72 du 3 Août 1992 portant refonte de la législation relative à la protection des végétaux telle que complétée par la loi n° 99-5 du 11 Janvier 1999 et modifiée par la loi n° 2001-28 du 19 Mars 2001 relative à la simplification des procédures administratives dans le secteur de l'agriculture et de la pêche (les articles 13 bis, 14 et 15)